

qui vendit honteusement son honneur et les intérêts de l'Angleterre ; puis il lance tout à coup (1672), sur la Hollande, 100 000 hommes commandés par Turenne et Condé. Le Rhin est passé, toutes les places s'ouvrent, les Français campent à quatre lieues d'Amsterdam. Mais Louis XIV sauve les Hollandais par ses lenteurs : ceux-ci renversent et égorgent leur grand pensionnaire, Jean de Witt, et mettent à sa place, comme stathouder, Guillaume de Nassau, prince d'Orange, l'ennemi le plus implacable de la France. Guillaume fait ouvrir les écluses, noie le pays, et force les envahisseurs à se retirer devant l'inondation.

Cet échec du grand roi attire toute l'Europe contre lui : l'Espagne, l'Autriche, l'Allemagne, l'Angleterre même, malgré son roi, s'unissent à la Hollande. La France n'en triomphe pas moins : Condé gagne sur Guillaume d'Orange la sanglante victoire de Sénéf; Turenne ravage le Palatinat et disperse, dans son admirable campagne de 1674, 60 000 impériaux qui ont envahi l'Alsace. En même temps Duquesne détruit, près d'Agousta (Sicile), la flotte espagnole. Malgré la mort de Turenne emporté à Salzbach par un boulet (1675), et la retraite de Condé, la supériorité demeure à la France, qui signe les traités avantageux de Nimègue (1768). La Hollande recouvra tout ce qu'elle avait perdu ; mais l'Espagne, encore une fois victime, céda la Franche-Comté, et, dans le nord, Aire, Saint-Omer, Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambrai, Ypres, Maubeuge, etc. Quant à l'empereur, il obtint Philipsbourg, mais en perdant Fribourg. Le roi contraignit le Danemark et le Brandebourg à rendre toutes les conquêtes qu'ils avaient faites sur la Suède (traité de Saint-Germain en Laye, 1679). Ainsi la France sortait glorieuse et agrandie d'une lutte contre toute l'Europe : notre frontière du nord et de l'est s'éloignait, s'élargissait et se fortifiait, au fur et à mesure, par les soins de Vauban, notre grand ingénieur.

Ces guerres portèrent au comble la gloire de Turenne et de Condé, et mirent en lumière celle de Vauban et de Duquesne. Turenne, le héros de la guerre d'Alsace, qui grandissait d'audace en vieillissant, remportait des victoires moins brillantes qu'utiles qui sauvaient le pays. Condé jetait plus d'éclat, mais n'épargnait pas plus le sang des soldats qu'il ne s'épargnait lui-même. Vauban, le plus habile ingénieur de ce siècle, inventa les *parallèles* en 1673 pour l'attaque des places, et le tir à ricochet pour démonter les pièces des assiégés. Il travailla à trois cents places anciennes, et en construisit trente-trois nouvelles, soit le long de notre frontière de terre, soit sur le littoral. Abraham Duquesne de Dieppe, un des premiers hommes de mer de cette époque, battit, près d'Agousta, le Hollandais Ruyter, mais

ne put jamais devenir amiral à cause de sa religion : il était calviniste.

Ainsi finissait glorieusement la première période du règne de Louis XIV, qui avait eu pour résultat d'ajouter au territoire deux grandes provinces : la Flandre, qui couvrait notre frontière du nord et qui défendait la capitale au moyen d'une triple ceinture de places fortes élevées par Vauban, et la Franche-Comté, qui, en complétant la frontière de l'est, achevait ce qu'avait commencé le traité de Westphalie.

L.

RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES ET POLITIQUE DE LOUIS XIV A L'ÉGARD DE L'ANGLETERRE. — CHARLES II — JACQUES II. — OPPOSITION DE L'ARISTOCRATIE ET DU CLERGÉ ANGLAIS. — RÉVOLUTION DE 1688 AVEC L'AIDE DE LA HOLLANDE. — GUILLAUME DE NASSAU. — LOCKE. — NOUVEAU DROIT POLITIQUE (1679-1688).

La paix de Nimègue marque le plus beau moment du règne de Louis XIV. Ce prince paraît alors vraiment mériter le titre de *Grand* que lui donne l'hôtel de ville de Paris. Mais bientôt après tout s'assombrit. Colbert meurt (1683). La dure et étroite influence de Louvois et de M^{me} de Maintenon domine le roi, qui, après avoir envoyé les missions bottées (*dragonnades*), prononce la révocation de l'édit de Nantes (1685). Les protestants sont tenus de se convertir ou de quitter le royaume. Leurs enfants leur sont arrachés et élevés dans l'Église catholique. Les protestants, exclus des fonctions publiques, fournissaient à notre industrie ses plus habiles ouvriers. Deux cent mille sortent du royaume, parmi lesquels neuf mille matelots, douze mille soldats et six cents officiers. Un faubourg de Londres se peuple de nos artisans, Berlin et tout le Brandebourg en reçoivent un grand nombre. L'étranger s'empare des secrets de notre industrie, et l'Angleterre commence à l'égal. Les réfugiés portent dans toute l'Europe leur haine contre Louis XIV, et de plus ils laissent au sein de la France une guerre civile, celle des camisards, dans les Cévennes, domptés seulement, en 1703, par Villars.

Dans le même temps Louis XIV faisait des conquêtes en pleine paix. Il se faisait adjuger, par les *chambres* de réunion établies à Metz, Brisach et Besançon, les *dépendances* de ses dernières conquêtes, et, à ce titre, Strasbourg (1684). Il traitait le pape avec la dernière arrogance dans l'affaire du marquis de Lavardin, et il obligeait le doge de Gènes à venir s'humilier à sa cour. La coalition

européenne se reforma aussitôt à Augsbourg (1686), et deux ans après elle acquit un puissant renfort par le renversement de Jacques II et l'avènement de Guillaume d'Orange au trône d'Angleterre (1688).

Sous Cromwell, l'Angleterre n'avait été l'alliée de la France qu'à des conditions onéreuses pour ce dernier pays. Louis XIV rechercha, comme Mazarin, à mettre l'Angleterre de son côté, mais sans payer cette alliance aussi cher. A Cromwell, il avait fallu céder Dunkerque et Mardick; pour Charles II, il suffit d'une pension. Remonté sur le trône de ses pères, sans conditions, Charles II avait d'abord bien compris sa situation, grâce aux conseils de Clarendon, son ministre, et soutenu l'Église anglicane ou haute Église contre les catholiques et contre les presbytériens. L'impopularité de l'abandon de Dunkerque et de Mardick à Louis XIV contre quelques millions fut effacée par la participation de Charles II à la triple alliance en 1668, qui arrêta les progrès de la France aux Pays-Bas; mais, dans la seconde moitié de son règne, il changea complètement, et se tourna à la fois contre la liberté et contre le protestantisme. C'est alors que, pour ne point se trouver dans la dépendance de son parlement, il se vendit à Louis XIV, qui, moyennant une pension annuelle faite à ce prince, n'eut plus, du moins pour quelque temps, à s'inquiéter d'une intervention hostile et énergique de l'Angleterre. La lutte s'anima bientôt entre Charles II et le parlement. Le chancelier même, Shaftesbury, se retira du ministère pour prendre place dans l'opposition, parmi les *whigs*, nom que l'on commençait à donner aux adversaires du gouvernement, tandis qu'on appliquait celui de *torys* à ses partisans. L'opposition, de jour en jour plus ardente, arracha, en 1673, le bill du *test*, qui, en obligeant tous les fonctionnaires à attester avec serment qu'ils ne croyaient pas à la transsubstantiation, excluait les catholiques des emplois publics, et l'année suivante elle força le roi de rompre son alliance avec Louis XIV, et d'entrer dans la coalition contre la France. Les calculs de Louis XIV se trouvaient trompés par cette défaite du pouvoir absolu en Angleterre; mais les troubles qui recommencèrent bientôt dans ce pays rassurèrent le roi de France. La *conspiration papiste*, imaginée par le misérable Titus Oates, en 1678, et le souvenir de l'incendie de Londres (1666), attribué aux catholiques, provoquèrent des rigueurs extrêmes: huit jésuites furent pendus, le vieux Strafford décapité; le duc d'York, frère du roi et converti au catholicisme, s'enfuit à Bruxelles. Enfin le parlement, avançant toujours, vota, en 1679, le bill d'*habeas corpus*, qui confirmait et précisait la fameuse loi de garantie individuelle, écrite dans la grande charte et si souvent violée. Il fut établi que tout prisonnier, quel qu'il fût,

serait interrogé dans les vingt-quatre heures. Un instant suspendue par la révolte des puritains d'Écosse, qui furent vaincus sur la Clyde par le duc de Monmouth, fils naturel de Charles II, et traités avec une sévérité atroce (1680), l'audace du parlement s'accrut jusqu'à exclure le duc d'York du trône par un bill formel. Charles II prononça sa dissolution et en convoqua un autre qu'il ne tarda pas à dissoudre également. Shaftesbury, Algernon Sidney et lord William Russel, conspirèrent ou furent impliqués dans un complot pour placer sur le trône Monmouth, le *duc protestant*. Ils échouèrent; le premier s'échappa, les deux autres moururent sur l'échafaud. Charles II n'en parut que plus affermi et se passa de parlement.

A sa mort le duc d'York rentra et se fit proclamer sous le nom de Jacques II. Il ne garda aucune mesure, assista publiquement à la messe, s'entoura de moines et de jésuites. Argyle et Monmouth ayant débarqué en Écosse et en Angleterre pour le renverser, la défaite de Sedgemoor ruina leur dessein; ils périrent tous les deux, et leurs partisans furent livrés en foule à l'échafaud par le chancelier Jeffries. Cependant ce n'était pas seulement le peuple anglais qui était mécontent, mais aussi tout le clergé anglican, qu'une restauration du catholicisme eût renversée, et les nobles, détenteurs des biens des anciens couvents. Guillaume de Nassau, prince d'Orange, et stathouder de Hollande, était en relation avec tous les mécontents. Appelé par eux, il débarqua en Angleterre avec des troupes (1688). Jacques II ne put même combattre et s'enfuit en France. Guillaume déclara le trône vacant et convoqua le parlement. Les deux chambres lui déférèrent solennellement la royauté, ainsi qu'à sa femme la princesse Marie, et déclarèrent la princesse, Anne de Danemark, seconde fille de Jacques II, leur héritière, assurant ainsi la succession royale à une dynastie protestante qui descendait des Stuarts par les femmes. Guillaume s'empressa de signer la *déclaration des droits* qui limitait l'autorité royale au profit du parlement (1689), et l'Angleterre eut dès lors le régime constitutionnel dont elle jouit en paix depuis un siècle et demi.

Locke, dans son *Essai sur la véritable origine, les limites et le but du gouvernement*, écrit peu après, marque l'esprit et la portée de cette révolution, en déclarant que les peuples ont le droit de choisir leurs gouvernements, et que ceux-ci sont sujets aux lois. Louis XIV, de son côté accueillit Jacques II avec magnificence, comprenant bien qu'en lui était vaincue la royauté de droit divin et du bon plaisir.

LI.

SUITES DE LA RÉVOLUTION DE 1688 POUR LA POLITIQUE GÉNÉRALE DE L'EUROPE. — TRAITÉ DE RYSWICK. — GUERRE DE LA SUCCESSION D'ESPAGNE. — TRAITÉS D'UTRECHT ET DE RASTADT (1688-1715). — LUXEMBOURG, VILLARS, CATINAT, VENDÔME, BERWICK, TOURVILLE.

Le changement qui venait de s'opérer en Angleterre avait une grande portée politique; ce n'était pas seulement un fait anglais que la substitution dans un grand pays de la royauté consentie à la royauté de droit divin, c'était aussi un fait européen, car l'Angleterre, ayant maintenant un gouvernement national, allait pouvoir agir au dehors, reprendre son rang à la tête des États protestants, et l'Europe allait trouver pour sa lutte contre Louis XIV un allié énergique dont les forces avaient été depuis longtemps ménagées. Le roi de France comprit bien que c'était de ce côté qu'allait venir les plus grands dangers. Aussi chercha-t-il d'abord à les conjurer en opérant une contre-révolution en Angleterre.

Il fit à Jacques II un accueil magnifique, lui donna des troupes, et le fit porter en Irlande par ses vaisseaux. Jacques fut vaincu à la bataille de la Boyne, et peu après Tourville lui-même, obligé par les ordres de Louis XIV d'attaquer quatre-vingt-dix-neuf vaisseaux avec quarante-quatre, essuya le désastre de la Hogue (1692). Dès 1688, la guerre avait éclaté sur le continent, et la France y conservait l'avantage. Luxembourg battit les alliés à Fleurus (1690), puis à Steinkerque (1692), enfin à Neerwinden (1693). Vainqueur à Staffarde (1690), Catinat occupa la Savoie, envahit le Piémont et s'en assura la plus grande partie par une nouvelle victoire, celle de la Marseille (1693). Sur mer, où nos flottes ne dominaient plus, Nesmond, Pointis, Duguay-Trouin, Jean Bart et une foule d'autres corsaires ou capitaines ruinaient le commerce de l'Angleterre, de l'Espagne et de la Hollande. Mais la France s'épuisait dans une lutte inégale. Vauban écrivait vers ce temps-là : « La moitié du royaume vit des aumônes de l'autre. » D'ailleurs, Charles II se mourait : la succession d'Espagne allait s'ouvrir; l'Europe allait avoir besoin de repos pour se préparer à ce grand événement. Louis XIV désirant la paix, mais la voulant avantageuse, suivit la même tactique qu'en 1677 : il divisa ses ennemis. Le duc de Savoie consentit à traiter : on lui rendit ses États, même Pignerol, et sa fille épousa le duc de Bourgogne, petit-fils de Louis XIV (1696). La défection de la Savoie détermina les alliés à céder : après de

courtes négociations, la paix fut signée dans le congrès de Ryswick (1697). Louis XIV reconnut Guillaume III, rendit à l'empire tout ce que les chambres de réunion lui avaient adjugé hors de l'Alsace; le duc de Lorraine fut remis en possession de son duché. Mais la France garda l'ouest de Saint-Domingue, ainsi que Strasbourg.

La branche aînée de la maison d'Autriche allait s'éteindre avec Charles II. Trois puissances se disputaient l'héritage : la France, l'Autriche et la Bavière. Louis XIV invoquait les droits de sa femme, Marie-Thérèse, l'aînée des enfants de Philippe IV; Léopold I^{er} avait épousé la fille cadette, Marguerite; l'électeur de Bavière réclamait au nom de son fils mineur, petit-fils de cette même Marguerite. Un premier projet de partage de la monarchie espagnole, accueilli et garanti par Guillaume, fut repoussé avec indignation par Charles II qui favorisa le jeune duc de Bavière. Cet enfant mourut : la France et l'Autriche restèrent seules. Un nouveau projet de partage ayant échoué, le duc d'Harcourt, notre ambassadeur, eut l'habileté d'entraîner l'opinion espagnole en faveur de la France, et Charles II fit un testament qui désignait pour son héritier le duc d'Anjou. Louis XIV accepta pour son petit-fils après de longues réflexions, et dit le fameux mot : « Il n'y a plus de Pyrénées. »

Au lieu de ménager l'Europe inquiète, Louis XIV l'irrite en conservant à Philippe V ses droits de succession éventuelle à la couronne de France, en établissant des garnisons dans les Pays-Bas et en reconnaissant à Jacques III, après la mort de Jacques II, le titre de roi d'Angleterre. C'était violer ouvertement le traité de Ryswick (1704). Une nouvelle ligue est conclue à la Haye, entre l'Angleterre et les Provinces-Unies : la Prusse, l'empire, le Portugal et jusqu'au duc de Savoie, beau-père de Philippe V, y adhèrent successivement (1701-1703). Trois hommes supérieurs, Heinsius, grand pensionnaire de Hollande; Marlborough, chef du parti whig en Angleterre, habile diplomate et grand général; Eugène enfin, Français émigré en Autriche, dirigeaient admirablement la ligue. Au contraire la France n'avait plus que Chamillart pour remplacer Colbert et Louvois. Heureusement, ses généraux valaient mieux que ses ministres, sauf l'incapable et malheureux Villeroy.

L'Autriche, plus intéressée dans le débat qu'aucune autre puissance, commence les hostilités. Le prince Eugène attaque Crémone à l'improviste, prend Villeroy, mais est chassé de la ville (1704) et battu à Luzzara par le duc de Vendôme (1702). Le théâtre de la guerre s'agrandit, lorsque Marlborough débarque dans les Pays-Bas et l'archiduc Charles en Portugal. La défaite de Hochstedt rejette les Français hors de l'Allemagne (1704); celle de Ramillies donne aux

alliés les Pays-Bas; celle de Turin, le Milanais et le royaume de Naples (23 mai et 7 septembre 1706). Toulon est menacé (1707). Pour arrêter l'ennemi aux Pays-Bas, Louis XIV lève encore une magnifique armée : elle est complètement mise en déroute à Oudenarde. Lille se rend après deux mois de siège (1708). L'hiver de 1709 vient ajouter ses rigueurs extraordinaires. Louis XIV demande la paix aux Hollandais. Ceux-ci y mettent cette condition outrageante, qu'il chasserait lui-même d'Espagne son petit-fils. Indigné, il adresse un appel à ses sujets. 400 000 hommes accourent encore avec Villars. Ils sont vaincus à Malplaquet, mais en tuant vingt mille hommes aux ennemis, et n'en ayant perdu que huit mille.

L'année suivante, Vendôme assure le trône d'Espagne à Philippe V par la victoire de Villaviciosa (1710). En même temps, l'archiduc Charles, le protégé des alliés, devient empereur d'Allemagne par la mort de Joseph I^{er} (1711). L'équilibre européen se trouvait rompu s'il réunissait à la couronne impériale celles de Naples et d'Espagne. L'Angleterre et la Hollande n'avaient plus d'intérêt à continuer la guerre. Aussi les whigs sont-ils renversés et le ministère tory entame des négociations sérieuses avec la France (1714). Marlborough est rappelé. Quelques mois après, l'armée impériale est battue à Denain par Villars. Cette glorieuse victoire hâta la conclusion de la paix. Le 11 avril 1713, l'Angleterre, le Portugal, la Savoie, la Prusse et la Hollande signèrent avec la France le traité d'Utrecht.

La France reconnaissait l'ordre de succession établi en Angleterre par la révolution de 1688, cédait l'île de Terre-Neuve et s'engageait à démolir les fortifications de Dunkerque, la patrie de Jean Bart. De plus, il fut stipulé que les couronnes de France et d'Espagne ne pourraient jamais être réunies sur la même tête. La Hollande obtint le droit de mettre garnison dans la plupart des places fortes des Pays-Bas espagnols, et ce droit lui fut confirmé par le traité dit de la Barrière. Le duc de Savoie reçut la Sicile avec le titre de roi : le roi de Prusse fut aussi reconnu par la France. L'empereur, resté seul, continua la guerre; mais Villars prit Landau et Fribourg : Charles VI signa le traité de Rastadt (1714), par lequel il acquit les Pays-Bas, et, en Italie, Naples, la Sardaigne, le Milanais et les présides de Toscane.

La France faisait de durs sacrifices; mais elle obtenait, pour prix de ces concessions, la reconnaissance de Philippe V par les puissances de l'Europe, et l'Espagne n'ayant plus les Pays-Bas, devenait son alliée naturelle, au lieu d'être comme elle l'était depuis deux siècles son ennemie acharnée. C'était un grand résultat. Louis XIV mourut peu de temps après. Il conserva jusqu'au bout cette gran-

deur de caractère qu'il avait déployée surtout dans les dernières années de son règne (1715). Il avait régné soixante et douze ans.

Dans ses dernières guerres, Louis XIV avait été aidé par d'habiles héritiers de Condé et de Turenne : Luxembourg, qui sut le premier faire manœuvrer de grandes armées et semblait avoir hérité de la promptitude du coup d'œil de Condé, mais ne mettait pas toujours ses victoires à profit; Catinat, son émule, qui ressemblait plus à Turenne, et qui fut appelé le sage; Berwick, fils naturel de Jacques II et tacticien habile; Vendôme, descendant de Henri IV et de Gabrielle d'Estrées, homme indolent tout livré aux plaisirs, qui ne s'inquiéta jamais de préparer la victoire et qui la rencontra souvent; Villars, qui réunissait la science à l'élan, et fut toujours heureux à la guerre; enfin sur mer, Tourville, qui ne compta jamais les ennemis, mais les nécessités de la patrie, et que Louis XIV nomma maréchal de France après la malheureuse journée de la Hogue.

LII.

COUP D'ŒIL SUR LE XVII^e SIÈCLE. — PROGRÈS GÉNÉRAL DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES ARTS.

A côté des capitaines les plus habiles, des diplomates les plus fins, des princes les plus remarquables, on trouve dans le XVII^e siècle les plus grands poètes, les plus profonds mathématiciens et d'illustres artistes. Chaque peuple compte avec orgueil une légion nombreuse de talents variés, et les rois se disputent l'honneur de prodiguer à ces hommes d'élite les faveurs et les distinctions. Toutefois, nul ne sut donner autant de prix à ses libéralités que celui qui a mérité aussi légitimement qu'Auguste et Léon X de donner son nom à son siècle.

Dans le tableau que présente cette époque solennelle, la France s'élève au-dessus de toutes les nations; à côté se place l'Angleterre; un peu moins haut et pourtant avec gloire, la Suède; puis viennent la république des Provinces-Unies, la vieille Autriche, la Prusse naissante, et la Russie, qui commence à recueillir ses membres épars; enfin, comme pour faire ombre au tableau, la Pologne, qui dépérit malgré sa gloire chevaleresque, l'Italie, qui n'a pu chasser les *barbares*, l'Espagne, qui a expulsé les Maures, c'est-à-dire sa population la plus active, et la Turquie, énervée par l'indiscipline des janissaires.

Les érudits qui ont été l'honneur de ce siècle sont, dans la philologie, le Gênois Casaubon et le Français Scaliger, morts au com-

mencement du siècle; puis le grand Saumaise, né en Bourgogne, le Flamand Gruter, le Hollandais Vossius, les Allemands Gronovius, Grævius, Freinshémus, Spanheim; il ne faut pas oublier M. et M^{me} Dacier, traducteurs et hellénistes; les pères Petau, Labbe, Brumoy et Jouveney.

Les érudits, dans l'histoire, sont, en France, Adrien de Valois (*Notice des Gaules*), Moréri (*Dictionnaire historique*), Baluze (*Capitulaires*), Ducange (*Glossaire*), les bénédictins Mabillon, Montfaucon, Ruinart, Calmet et Martène; en Angleterre, Ussérius, chronologiste; en Italie, Muratori (*Recueil des historiens italiens*).

Les historiens proprement dits, en France, Mézerai et Daniel (*Histoire de France*), Fleury (*Histoire ecclésiastique*), Tillemont (*Histoire des empereurs*), Saint-Réal (*Conjuration de Venise et les Gracques*); en Angleterre, Clarendon et Burnet; en Italie, Davila, Bentivoglio et Vico; En Espagne, Mariana, Herrera et Solis. Les mémorialistes M^{me} de Motteville, le cardinal de Retz, l'abbé de Choisy, Gourville, etc. Les géographes et les voyageurs Bernier, Vaillant et Chardin. Les orientalistes Bochart, Herbelot et Galland (*Les Mille et une Nuits*).

La philosophie politique nous donne le Hollandais Hugues de Groot ou Hugo Grotius (*De jure pacis et belli*), le Suédois Puffendorf (*De jure naturæ et gentium*).

La grande philosophie naît avec Bacon, créateur de la méthode expérimentale dans l'ordre physique; avec Descartes, père de la philosophie spiritualiste moderne et de la méthode expérimentale dans l'ordre psychologique (*Discours de la méthode*). Hobbes, disciple de Bacon et plus sensualiste que lui, veut prouver dans son *Léviathan* que l'état naturel des hommes est l'état de guerre, et qu'il leur faut un bon despote pour les empêcher de se battre. Dans l'autre moitié du siècle, nous trouvons les pieux solitaires de Port-Royal, esprits fortement trempés, Sacy, Arnault, Nicole et Pascal; l'épicurien Gassendi; le sceptique La Mothe le Vayer; l'auteur du grand *Dictionnaire critique*, Bayle; le cartésien Malebranche. Ajoutons le Hollandais Spinoza, panthéiste; l'Anglais Locke, sensualiste; enfin l'Allemand Leibnitz, esprit universel.

La littérature produit en Espagne le grand dramaturge Calderon, Lope de Vega et l'immortel auteur de *don Quichotte*, Michel Cervantes; en Angleterre, Milton, Dryden; en France, tout un peuple de littérateurs, dont l'hôtel de Rambouillet est d'abord l'école et Voiture le héros; Balzac, le grand Corneille, Racine, Molière, Boileau, La Fontaine, tandis que M^{me} de Sévigné écrit ses lettres, Quinault ses opéras, Racan, Segrais, Deshoulières, leurs pastorales. Dans la

prose et l'éloquence sacrée, Mascarou, Fléchier, Bourdaloue, Fénelon et le sublime Bossuet. Dans l'éloquence du barreau, Lemaistre et Patru, à côté des magistrats Omer et Denis Talon, du juriconsulte Domat. Les moralistes La Bruyère (les *Caractères*) et La Rochefoucauld (les *Maximes*); Saint-Évremond, Fontenelle qui vit cent ans (1657-1737) et qui unit le xvii^e siècle au xviii^e. Enfin, les pieux disciples de la muse latine, Rapin, Santeuil, Commire et La Rue.

Dans les arts, Lulli crée, en France, l'opéra; Le Sueur peint la vie de saint Bruno; le Poussin ses toiles pleines de vigueur. Ces grands peintres ont pour successeurs Le Brun, Claude Lorrain, Mignard, Jouvenet. En face de cette école française brille, par des qualités plus originales, l'école flamande, avec Rubens, Vandyck, Rembrandt, le vieux et le jeune Teniers. L'école italienne, plus en décadence, cite néanmoins le Guide, l'Albane, le Dominiquin, le Guerchin, Salvator Rosa et le Bernin. Les peintres français ont des rivaux; les sculpteurs n'en ont pas. Puget est surnommé le Michel-Ange français quand il a produit son Milon de Crotone; près de lui se placent Girardon, les Coustou, Coysevox. Ensuite viennent les graveurs Nanteuil et Audran. Enfin, nos architectes élèvent d'impérissables monuments: Claude Perrault (colonnade du Louvre), François et Hardouin Mansard (Versailles, les Invalides, etc.), Le Nostre dessine les jardins dont les palais s'embellissent.

Les sciences exactes naissent véritablement à cette époque. En France, c'est Tournefort, qui essaye une classification des plantes; J. Dominique Cassini, qui commence l'étude géographique de la France; Vauban, le fondateur du génie militaire; Rohault, Mariotte et Lemery, chimistes et physiciens. Dans les mathématiques, Roberval, Pascal, Descartes, Fermat. L'Angleterre nous oppose Jean Napier, l'inventeur des logarithmes; Harvey, qui découvre la circulation du sang; le chimiste Boyle et le grand Newton. La Hollande produit Huygens (*optique et télescope*) et le médecin Boerhaave. En Italie, Galilée expie par la prison la découverte du mouvement de la terre; son disciple Torricelli reconnaît la pesanteur de l'air et invente le baromètre. En Allemagne, Képler et Tycho-Brahé font connaître les lois mathématiques qui régissent les astres, et Leibnitz dispute à Newton l'honneur d'être le père du calcul différentiel.

Jamais l'esprit humain n'avait présenté un développement plus universel.

LIII.

LA RÉGENCE ET LOUIS XV. — LAW. — MINISTÈRE DE FLEURY. — GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE ET GUERRE DE SEPT ANS. — TRAITÉ DE PARIS. — PÉRIODE DES COLONIES FRANÇAISES (1715-1763).

Le nouveau roi de France, Louis XV, n'ayant que cinq ans, le parlement, malgré le testament de Louis XIV, déféra la régence au duc d'Orléans. Philippe, plein de courage, de bonté et de talent, mais débauché, livra le pouvoir au cardinal Dubois. Ce dernier se vendit à l'Angleterre pour un million de pension annuelle; et la France, naguère l'ennemie des Anglais, l'alliée des Espagnols, fit volte face. Le régent, menacé par les prétentions rivales de Philippe V, s'unit à George I^{er} que le prétendant Stuart voulait renverser du trône.

Cette alliance, si contraire alors à l'esprit national, devint plus étroite lorsque le fameux Albéroni, ministre de Philippe V, eut formé le dessein de bouleverser l'Europe, afin de rendre à l'Espagne ce que le traité d'Utrecht lui avait enlevé. Albéroni entreprit d'occuper l'Autriche au moyen des Turcs, de renverser le régent de France par une conspiration, de rétablir les Stuarts avec l'épée de Charles XII; mais le prince Eugène battit les Turcs, la conspiration de l'ambassadeur Cellamare et de la duchesse du Maine échoua, Charles XII périt en Norvège, la flotte anglaise détruisit la flotte espagnole près de Messine, et les soldats français qui avaient établi Philippe V sur son trône, franchirent de nouveau les Pyrénées, cette fois pour aller battre ses troupes. Albéroni, devant ces revers, dut quitter le ministère et l'Espagne renoncer à ses projets. Le duc de Savoie reçut la Sardaigne, avec le titre de roi, en échange de la Sicile laissée à l'empereur. Les duchés de Parme, de Plaisance et de Toscane furent promis à l'infant don Carlos (1719-1720). Toutefois, la paix ne fut tout à fait rétablie qu'après de nouvelles négociations, longues et compliquées; les traités de Pardo, de Séville et de Vienne (1728, 1729, 1734), réconcilièrent tout le monde, en garantissant les duchés italiens à don Carlos, en reconnaissant la fameuse *pragmatique* de l'empereur Charles VI, acte par lequel il nommait son héritière sa fille Marie-Thérèse, enfin en abolissant la compagnie des Indes établie par l'Autriche à Ostende et qui faisait ombrage à l'Angleterre.

Le plus triste legs du règne de Louis XIV était la ruine financière. L'État devait au moins trois milliards, dont près du tiers immédiatement exigible. On avait dépensé d'avance deux années de revenu. Le régent, après avoir usé sans succès des moyens ordinaires, se

décida à recourir à la banque de Law. Ce hardi financier écossais, que plusieurs gouvernements, celui même de Louis XIV, avaient repoussé, fonda une banque qui réussit à merveille et une compagnie de commerce qui échoua complètement. Le bruit que l'on fit de l'établissement fondé par cette compagnie sur les bords du Mississipi, dans la Louisiane, éleva ses actions jusqu'à la valeur factice de douze milliards, tandis que ses bénéfices annuels ne passaient pas quatre-vingts millions. Les yeux se dessillèrent. Pour sauver la *Compagnie* Law l'unit à la banque : ce fut une double ruine. Le public, qui s'étouffait naguère dans la rue Quincampoix pour avoir du papier, s'étouffa de même pour avoir du numéraire. Tout s'écroula, et Law s'enfuit après avoir usé sa fortune dans cette entreprise, qui contribua à démoraliser la France et à aggraver l'état de ses finances, mais qui était une première tentative pour fonder le crédit. Les frères Pâris Duverney furent chargés de la liquidation; elle s'opéra en consolidant la dette de la compagnie au taux de quarante millions de rentes perpétuelles sur l'État.

La régence fut une époque de profonde dépravation; les chefs en donnaient l'exemple. L'infâme Dubois fut archevêque de Cambrai et cardinal; il mourut en 1723; le duc d'Orléans le suivit de près, victime de ses débauches.

Le ministère du duc de Bourbon, vendu à l'Angleterre, n'est remarquable que par le mariage de Louis XV avec la fille de Stanislas Leckzinski, roi détrôné de Pologne (1725). Fleury, évêque de Fréjus précepteur du roi, septuagénaire ambitieux, le renversa et fut principal ministre de 1726 à 1743.

Fleury s'efforça toute sa vie, de concert avec Walpole, le célèbre ministre anglais, de faire régner la paix en Europe. Il persévéra dans son système aux dépens de la considération de la France, surtout aux dépens de notre marine, qu'il sacrifia aux exigences des Anglais. La mort d'Auguste II, roi de Pologne, rendit cependant un conflit inévitable. L'immense majorité des Polonais élut Stanislas Leckzinski; l'électeur de Saxe fut nommé sous la protection des baïonnettes russes (1733). Le roi de France ne pouvait, sans honte, refuser d'appuyer son beau-père; mais Fleury n'envoya qu'un vaisseau et quinze cents hommes, et le beau dévouement du comte de Plélo ne sauva pas Stanislas, qui s'échappa à grand-peine de Dantzick et revint en France (1734). Plus heureux contre l'Autriche, grâce à la neutralité de l'Angleterre, à l'alliance de l'Espagne et de la Savoie, Fleury imposa à l'empereur le traité de Vienne (1738). Stanislas renonçait au trône de Pologne; mais gardait le titre de roi et obtenait le duché de Lorraine, réversible, après sa mort, au roi de

France. On donna la Toscane au duc de Lorraine comme indemnité; l'infant don Carlos eut la Sicile et le royaume de Naples avec les présides; enfin le roi de Sardaigne reçut quelques cantons du Milanais. C'est le beau moment du ministère de Fleury.

La paix dura peu. Les Espagnols ayant réclamé le droit de visiter les vaisseaux anglais, qui faisaient dans leurs colonies une audacieuse contrebande, l'Angleterre mit la main sur Porto-Bello (1739). Ce n'était qu'un conflit entre deux puissances. La mort de Charles VI rendit la guerre générale. Cet empereur avait fait tous les sacrifices pour faire reconnaître sa pragmatique par les puissances et assurer le trône à sa fille. A peine fut-il mort, que l'Espagne, la Sardaigne et la Bavière disputèrent son héritage à cette princesse, et que les frères Belle-Isle, hommes entreprenants, entraînèrent Fleury dans une guerre dont ils espéraient la destruction de l'Autriche.

Le premier coup frappé, dans cette guerre de la succession d'Autriche (1741-1748), fut par le roi de Prusse, Frédéric II, qui s'empara de la Silésie. Les Français, à leur tour, envahirent la Bohême, et le duc de Bavière, Charles-Albert, se fit couronner empereur à Francfort sous le nom de Charles VII. Mais l'Angleterre veillait sur les succès de la France. Elle envoya des subsides à Marie-Thérèse, qui venait d'ailleurs de soulever l'enthousiasme des Hongrois, et la réconcilia avec Frédéric II, en lui faisant signer le traité de Breslau et l'abandon de la Silésie (1743). L'armée française cernée en Bohême est obligée de faire retraite au cœur de l'hiver. Ce royaume recouvré, les Autrichiens se jettent sur la Bavière, et la dévastent (1742). Fleury demande ou plutôt implore la paix : Marie-Thérèse répond par un refus dédaigneux. Fleury meurt (1743) avec la douleur de laisser la France au milieu de la guerre la plus sérieuse.

La situation, en effet, était bien changée. En 1741, l'Autriche avait tout le monde contre elle : en 1743, tout le monde marchait avec elle. La France met quatre armées sur pied, et le roi envahit les Pays-Bas avec cent vingt mille hommes. Mais il tombe dangereusement malade et les opérations sont ralenties (1744). Cependant l'Autriche s'était relevée si vite que Frédéric II craignit pour ses conquêtes. Il reprend les armes et envahit la Bohême. Cette diversion dégage la ligne du Rhin que menaçait l'armée autrichienne. L'empereur Charles VII rentre dans sa capitale; mais, au moment de recouvrer le reste de ses États héréditaires, il meurt, et son fils Maximilien traite avec Marie-Thérèse à Fussen (1745). L'Autriche restituait la Bavière, Maximilien renonçait à la couronne impériale. La guerre n'avait plus d'objet pour la France, puisque l'allié pour qui elle avait pris les armes se retirait de la lutte; mais elle fut

obligée de conquérir la paix. La campagne de 1745 fut glorieuse. Tandis que Frédéric battait de nouveau l'Autriche et lui imposait le traité de Dresde, le maréchal de Saxe gagnait sur les Anglais l'héroïque bataille de Fontenoi, et s'emparait de Bruxelles. Le prétendant Charles-Édouard Stuart débarquait en Écosse, soulevait les highlanders, et vainqueur à Falkirk comme à Preston, s'avancait jusqu'à Derby, à trente lieues de Londres. Mais George II rappelle de Flandre le duc de Cumberland, et les highlanders sont écrasés à la bataille décisive de Culloden (1746). En Italie, les alliés, vainqueurs à Plaisance, s'emparent de Gènes et la perdent bientôt à la suite d'une insurrection populaire (1746). Les victoires de Raucoux et de Lawfeld, enfin la prise de Maëstricht, par le maréchal de Saxe, décidèrent les ennemis de la France à signer la paix. Victorieuse sur le continent, elle avait beaucoup souffert sur mer; sa marine avait été presque détruite par les Anglais, malgré les succès de La Bourdonnays et ceux de Dupleix, qui venait de sauver Pondichéry. Par le traité d'Aix-la-Chapelle (1748), l'Angleterre et la France se rendent mutuellement leurs conquêtes. Parme, Plaisance et Guastalla sont cédées à l'infant d'Espagne don Philippe, la Silésie est garantie au roi de Prusse et la pragmatique confirmée. Ainsi se terminait la guerre de la succession d'Autriche, qui ne rapporta à la France que quelques lauriers et des dettes; Louis XV n'avait pas voulu « faire la paix en marchand mais en roi. »

Un habile ministre, Machault, employa la paix à relever la marine française. Dupleix, qui voulait faire dominer la France dans l'Inde, acquit Mazulipatam, avec des accroissements de territoire pour Karikal et Chandernagor. Mais le gouvernement, au lieu de le soutenir, le rappela (1754), et le laissa mourir dans la disgrâce. L'Angleterre n'en avait pas moins le dépit de voir notre marine et notre commerce prospérer d'une manière inattendue. Pour en arrêter l'essor, en pleine paix (1755), elle fit saisir un nombre considérable de nos vaisseaux. Cette violation du droit des gens eut pour châtiment immédiat la victoire de La Galissonnière sur l'amiral Byng, et la prise de Minorque par le duc de Richelieu. Marie-Thérèse, qui brûlait de reprendre la Silésie, rendit la guerre européenne. En touchant un léger ressort, la vanité de M^{me} de Pompadour, elle entraîna la France dans son alliance contre le roi de Prusse. Les généraux français, d'Estrées et de Richelieu, battirent d'abord l'armée anglaise à Hastenbeck et à Closterseven, où elle fut forcée de capituler tout entière; mais Soubise se fit battre complètement à Rosbach par Frédéric (1757), et, les années suivantes, tandis que le roi de Prusse continuait de soutenir contre l'Autriche et la Russie, avec ses

seules ressources et les subsides de l'Angleterre, une lutte gigantesque, marquée par les batailles de Prague, de Kollin, de Jøgerndorf, de Zorndorf, de Kunnersdorf, de Liegnitz, son lieutenant, le prince Ferdinand de Brunswick, rejetait les Français sur le Rhin et les battait à Minden et à Crevelt. En 1761, il y eut épuisement général, surtout du côté de la Prusse. Heureusement pour Frédéric, à la czarine Élisabeth succéda son admirateur Pierre III, qui fit la paix avec lui. Une dernière campagne, qui lui rendit la Silésie et mit à ses pieds la Saxe (bataille de Freiberg), prépara l'Autriche à traiter. La France, de son côté, demandait la paix à tout prix. Malheureuse partout dans cette guerre, elle avait perdu presque toutes ses colonies. L'infortuné Lally fut obligé de livrer Pondichéry aux Anglais, qui la détruisirent de fond en comble (1761), et revint en France mourir sur l'échafaud. Montcalm succomba au Canada, et Québec fut pris par les Anglais. Les défaites de Lagos et de Belle-Île détruisirent notre marine; et Choiseul, devenu ministre, ne vit d'autre ressource que d'en unir les débris à ceux de la marine espagnole, en liant étroitement les deux pays par le *pacte de famille* (1764). Mais l'Angleterre, ayant atteint son but, accorda la paix. Par le traité de Paris (1763), la France rendit Minorque à l'Espagne, recouvra Belle-Île, perdit tout le Canada, moins l'îlot de Miquelon, et le droit de pêche vers Terre-Neuve. Elle recouvra Pondichéry, mais fut exclue du Bengale, ne garda que Gorée au Sénégal, et s'engagea de nouveau à démolir Dunkerque. L'Angleterre acquit encore la Floride sur l'Espagne. Elle avait gagné à cette guerre deux mille lieues de territoire aux colonies. Le traité d'Hubertsbourg, entre la Prusse et l'Autriche, suivit de près celui de Paris. Il confirmait les traités de Breslau et de Dresde, c'est-à-dire laissait à Frédéric la Silésie. Le résultat de la guerre de Sept ans était donc la grandeur continentale de la Prusse et la suprématie maritime de l'Angleterre, l'humiliation de l'Autriche et de la France.

La fin du règne de Louis XV s'acheva dans la honte. La réunion, en 1766 de la Lorraine à la France, stipulée par le traité de Vienne, celle de la Corse, cédée par les Génois en 1768, eurent lieu sans gloire, et ne firent point oublier les scandales dont la cour était le théâtre. Quand Choiseul eut été sacrifié, en 1770, à une impure favorite, la comtesse Dubarry, son successeur laissa partager la Pologne; Maupou détruisit les parlements; Terray fit banqueroute sans rétablir les finances; et Louis XV laissa à son successeur un fardeau sous lequel celui-ci succombera.

LIV.

ESPRIT DE RÉFORME POPULARISÉ PAR LES PHILOSOPHES (VOLTAIRE, MONTESQUIEU, ROUSSEAU....) ET PAR LES ÉCONOMISTES (VAUBAN, QUESNAY, ADAM SMITH, ETC.) DANS TOUTE L'EUROPE. — POMBAL ET JOSEPH I^{er} EN PORTUGAL. — FERDINAND VI, CHARLES III ET ARANDA EN ESPAGNE. — TANUCCI ET CHARLES VII A NAPLES, LÉOPOLD EN TOSCANE. — JOSEPH II EN AUTRICHE. — FRÉDÉRIC II EN PRUSSE. — CHOISEUL, LOUIS XVI, TURGOT, MALESHERBES ET NECKER EN FRANCE.

Au XVI^e siècle, le désir de réforme religieuse avait agité l'Europe, au XVIII^e, c'est le désir des réformes sociales qui ébranle tous les esprits. On ne se préoccupe plus, comme les luthériens et les calvinistes, de ramener le chrétien à l'état primitif de l'Église, mais l'homme en général à l'état naturel, et par là les uns entendaient, avec Rousseau, l'état où l'on croyait que l'homme avait été à son premier âge, les autres l'état conforme au droit naturel. Le foyer de cette guerre contre les anciennes institutions et les anciennes idées était la France, d'où elle se propageait par toute l'Europe sous le nom de philosophie. La philosophie fut alors une reine qu'adulèrent les rois. Ses apôtres principaux étaient Voltaire, Rousseau et Montesquieu. Voltaire, né en 1694, mort en 1778, fut le plus hardi, le plus brillant, le plus vif, le plus infatigable agresseur des abus, des préjugés, même des croyances. Universel, il écrivit des tragédies (*Oedipe*, *Méropé*, *Mahomet*, *Tancrède*, *Zaïre*), moins pour l'art en lui-même et pour la peinture des caractères que pour le débit de ses idées. Il écrivit des pamphlets, des épîtres, des odes, des lettres, il écrivit son *Dictionnaire philosophique*, son *Essai sur les mœurs*, toujours dans la même préoccupation, que l'on sent moins présente dans l'*Histoire de Charles XII* et le *Siècle de Louis XIV*. Partout il fit une guerre implacable au fanatisme et à l'oppression, mais oublia souvent au milieu de cette lutte ardente la mesure et la justice. Montesquieu (1689-1753), dans l'*Esprit des lois*, réclame aussi, mais indirectement, en faveur de la tolérance et de la liberté; toute son admiration est pour la constitution anglaise. Rousseau (né à Genève, 1712-1778) trace dans son *Contrat social*, qui eut tant d'influence sur la révolution, les droits absolus sur lesquels doit reposer la société, considérée comme le produit d'un contrat de l'homme à l'homme, sur la base de l'égalité, sans autre prépondérance que celle du plus grand nombre des volontés. Dans son *Émile*, il imagine le